



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

**PSA, Air France, Sanofi, Presstalis, Goodyear, Ford, Renault...
3 Suisses, Carrefour, Doux... profs, instits, hospitaliers, postiers...**

POUR LE DROIT À L'EMPLOI, MÊME COMBAT !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 27 SEPTEMBRE 2012

Non, il n'y a pas de fatalité aux licenciements. Seulement le choix patronal de sacrifier les emplois pour engraisser les actionnaires.

Si le groupe PSA - aux 11 milliards d'€ de réserves financières - a planifié la fermeture d'Aulnay, c'est pour empocher encore plus de profits sur le dos des travailleurs des sites vers lesquels sont transférées les productions. Tout cela sous prétexte de rendre PSA encore plus «compétitif» en raison de la concurrence de plus en plus féroce entre les constructeurs.

C'est une affaire entre grands patrons mafieux qui ne cherchent qu'à se partager le marché mondial.

Mais ces gens-là savent se réconcilier pour faire payer la note à ceux qu'ils exploitent. Là, pas de problème. Ils se comprennent, ils s'entendent, ils se concertent avec le gouvernement, de droite comme de gauche, qui les protège, les subventionne et les accompagne.

Ils s'entendent pour licencier à tour de bras. Pour surexploiter ceux qui gardent leur emploi. Pour bloquer les salaires. Pour remettre en cause le droit du travail. Pour mener leur chantage à l'emploi lorsqu'il s'agit d'imposer aux travailleurs ces accords pourris qu'ils baptisent «accords de compétitivité-emploi», avec la complicité des syndicats complaisants qui les négocient et les signent.

TOUS ENSEMBLE CONTRE LA MAFIA PATRONALE

Le grand patronat, avec la complicité du gouvernement, a sa stratégie dans la guerre sociale qu'il nous mène. A nous d'avoir la nôtre.

Le plus souvent, les travailleurs menacés de licenciement engagent des luttes. Mais généralement, ces luttes restent localisées et dispersées.

Même dures, même prolongées, même quand elles obtiennent des concessions à la marge, elles ne peuvent pas gagner l'essentiel : le maintien intégral de l'emploi et des salaires.

Pour cela, il est indispensable que les travailleurs aient une stratégie de lutte qui dépasse leur propre entreprise.

Car la grande trouille du patronat, c'est que la colère se propage et se généralise. C'est cela qui

leur imposera un recul sur tout, à commencer sur leurs projets de fermetures et de licenciements.

Il y a 80.000 travailleurs chez PSA, 500.000 dans l'automobile avec tous les sous-traitants, et des millions si on additionne tous les secteurs où pèsent les mêmes menaces qu'à PSA.

C'est pour cela que nous avons les moyens de ne pas être condamnés à subir. A condition de faire front « tous ensemble ».

FAIRE CONVERGER TOUTES LES RÉSISTANCES

Le 29 septembre, les travailleurs de l'usine Ford de Blanquefort appellent à manifester au «Mondial de l'automobile». Le même jour, la Cité des 3000 à Aulnay va rassembler des travailleurs de PSA Aulnay, de Sanofi, de Presstalis, d'Air France et d'autres entreprises du département qui connaissent des plans de licenciement.

Le 30 septembre, avec la manifestation unitaire contre la ratification du Traité européen, il est possible d'amorcer une première riposte contre l'austérité que ce traité va institutionnaliser.

Et mardi 9 octobre, des appels à la grève sont lancés dans la filière automobile pour manifester au «Mondial de l'Automobile» le matin, avant de rejoindre la manifestation parisienne pour l'emploi en début d'après-midi.

Ce sont autant d'occasions pour faire converger les combats contre les suppressions de postes et les licenciements.

Avec en ligne de mire un objectif : parvenir à construire un mouvement d'ensemble pour imposer un véritable plan de sauvegarde contre le chômage et la précarité.

En imposant l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre toutes et tous. En refusant les «accords de compétitivité» qui vont dégrader les conditions de travail, sacrifier les salaires et imposer une régression des garanties statutaires en matière d'emploi.

Toutes ces échéances sont autant de possibilités, au travers des expériences de lutte menées en commun, de reprendre confiance, pour reconstruire le rapport de force indispensable pour s'opposer efficacement à la politique de ce gouvernement qui n'est pas le nôtre.

ENTRE PATRONAT ET TRAVAILLEURS, IL N'Y A JAMAIS

D'ACCORD « GAGNANT-GAGNANT »

Flexibilité, accords « gagnant-gagnant », compétitivité: le gouvernement fixe le cap. Maintenir l'emploi devra passer par des efforts librement consentis, à l'aide d'un dialogue social « *serein, loyal et confiant* ».

Hélas, ce gouvernement et « sa méthode » marquent déjà des points. Partis de droite comme de gauche et directions syndicales reprennent les mêmes mots.

Pour les dirigeants de la CFDT, de la CGC et de la CFTC, pas d'erreur : pour sortir de la crise, il faut partager les efforts et accepter les sacrifices. Pour quelques promesses sur le maintien de l'emploi, tout ce beau monde est prêt à valider des reculs sur les salaires, sur les garanties statutaires et les conditions de travail.

FO pour sa part signe déjà les premiers accords.

La direction de la CGT est - elle aussi - prête à « *débattre de la compétitivité* », mais sur un autre contenu : garantie du pouvoir d'achat, plus de pouvoir pour les salariés dans les CE et la fameuse « Sécurité Sociale Professionnelle ». Une « Flex-Sécurité » de gauche, sauce syndicale, saluée avec gourmandise par nombre de dirigeants socialistes !

Mais mettre le doigt dans cet engrenage serait lourd de conséquences !

On commence par aider les entreprises à aller mieux, à supprimer quelques emplois; puis on célèbre le patriotisme économique, on chante la Marseillaise, on turbine pour être plus productifs que les autres et on finit par donner des RTT, des congés et une partie du salaire pour « *sauver nos emplois* »

C'est du délire, diront certains ? Non. C'est ce qui se passe en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie...

La seule solution, c'est la mobilisation, la riposte autour d'un programme d'urgence exigeant: l'interdiction des licenciements, l'expropriation des patrons licenciés, la répartition du travail entre tous ! Le contrôle des salariés, de la population, sur les comptes des entreprises, des banques et sur l'utilisation de l'argent public !

AZF : 11 ANS APRÈS, ENFIN UNE CONDAMNATION... PARTIELLE !

La cour d'appel de Toulouse vient de condamner l'ancien directeur d'AZF, Serge Biechlin, à trois ans de prison, dont un ferme, et la société Grande Paroisse à 225.000 € d'amende, pour homicides involontaires « *par négligence ou imprudence* ».

Pendant des années Total et la direction de sa filiale ont tout fait pour masquer leurs responsabilités dans l'accident qui, il y a 11 ans, a fait 31 morts et des milliers de victimes à Toulouse : vraies fausses pistes, expériences truquées, intimidations, théories fantaisistes et racistes... En

2009, ils avaient obtenu leur relaxe « *au bénéfice du doute* », provoquant la stupeur et la rage des victimes.

Il aura fallu beaucoup d'opiniâtreté et de courage pour ceux (travailleurs, victimes, riverains...) qui n'ont pas baissé les bras face à la puissance de Total pour obtenir des condamnations.

Mais Total et son PDG de l'époque, Thierry Desmaret, sont mis hors de cause. Or c'est bien leur politique de diminution des effectifs, de sous-traitance, de petites économies, qui est la cause de cette catastrophe et de plusieurs autres...

N'empêche qu'un patron est condamné, et ce n'est qu'un début de justice

BERNARD ARNAULT EN BELGIQUE ?

QU'IL Y RESTE !

Pourquoi Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, avait-il demandé la nationalité belge ? Pour payer moins d'impôts ? Même si ce parasite et fraudeur hors norme a une aversion pour le paiement des impôts, il existe déjà, pour la plupart des très riches, de multiples combines pour en payer très peu. Son geste n'est probablement qu'un simple signe de mépris de sa part et pour dire aussi au PS de ne pas aller trop loin dans un discours qui pourrait donner des idées à la population.

Quant à l'idée que Bernard Arnault aurait « *trahi* » l'intérêt national, comme le déplore Hamon qui trouve qu'il n'est « *pas très patriote* », l'Humanité qui déplore qu'on « *s'essuie les pieds sur notre bien commun, la République* » ou Mélenchon qui dit que l'argumentation d'Arnault, c'est « *humiliant pour nous Français...* », on répondra que des gens comme Arnault ne sont pas des « *traîtres* ». Au contraire, ils sont très fidèles... à leurs propres intérêts et à ceux de leur classe.

Alors soyons aussi fidèles à nos intérêts qu'eux aux leurs. Si les riches décidaient de partir, il faudrait effectivement leur dire: « *Bon débarras!* »

Mais un vrai gouvernement de gauche ne s'arrêterait pas là : il gèlerait leurs comptes et exproprierait leurs entreprises pour permettre leur redémarrage sous le contrôle des salariés.

Autrement dit, et pour aller plus loin que Libération : « *Les riches cons ? Qu'ils se cassent tous... mais nous, on garde les thunes!* »

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique